



HAL
open science

Attention aux mots d'ordre! Éléments pour une enquête sur la signification de l'État

Marie Alauzen, Fabian Muniesa

► To cite this version:

Marie Alauzen, Fabian Muniesa. Attention aux mots d'ordre! Éléments pour une enquête sur la signification de l'État. Tracés : Revue de Sciences Humaines, 2022, 43 (43), pp.35-54. 10.4000/traces.14146 . hal-03740078

HAL Id: hal-03740078

<https://hal.science/hal-03740078v1>

Submitted on 26 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Attention aux mots d'ordre ! Éléments pour une enquête sur la signification de l'État

MARIE ALAUZEN
FABIAN MUNIESA

« Dans le territoire numérique, l'utilisateur reçoit sans effort une réponse personnalisée à sa situation ». « Il maîtrise totalement ses données personnelles et l'usage qui en est fait et il est invité à contribuer et à enrichir les services autant qu'il les consomme ». Voici quelques-unes des formules que l'on peut lire dans les pages d'un site gouvernemental dédié, en France, à la communication institutionnelle sur la notion d'État plateforme¹. « L'État plateforme décloisonne les relations entre les administrations pour qu'elles puissent, avec l'accord des usagers, prendre la responsabilité de réunir les différentes données et de lui offrir en retour un service personnalisé et simplifié ». « L'État plateforme facilite et simplifie les échanges entre administrations et avec les usagers au travers d'interfaces [...] sécurisées et sous le contrôle de l'utilisateur ». Ces propositions assertives donnent le ton : l'État plateforme semble être une expression qui n'est énoncée ni pour être crue ni pour convaincre, mais pour être obéie. Elle marque en ce sens une direction, sinon des coordonnées sémantiques, qui exigent une adhésion et revendiquent une ligne d'action censée dessiner un paysage administratif pour les usagers des services publics. Pris comme un mot d'ordre, et plus seulement comme une notion propre à la réforme de l'État en France dont on pourrait tracer la genèse et les effets sur l'action publique, l'État plateforme fournit l'occasion d'un pas de côté. Son actualité constitue une situation propice pour élargir les possibilités de l'enquête en sciences sociales sur les « marqueurs de pouvoir » (Deleuze et Guattari, 1980, p. 96) compris non pas une fois pour toutes, mais dans l'instabilité et les variations émergeant de leurs extensions.

1 Site internet produit par la direction interministérielle du numérique (Dinum) : [URL : <http://etatplateforme.modernisation.gouv.fr/>].

Notre but est double. Il s'agit, d'abord, de travailler la notion de mot d'ordre en proposant une grille favorable à l'enquête empirique. Comment prendre au sérieux cette « politique des mots d'ordre » dans une enquête historique, sociologique, anthropologique, psychologique ou linguistique sur le pouvoir, sur l'administration, sur le gouvernement et, en particulier, dans son déploiement dans un milieu propice à leur explicitation qu'est la réforme d'État (Linhardt et Muniesa, 2011 ; Breton et Perrier, 2018) ? Il s'agit aussi de relier ces éléments de méthode à une conceptualisation d'ordre philosophique à partir des écrits de Gilles Deleuze et Félix Guattari : celle du mot d'ordre comme opération d'énonciation éminemment collective possédant un caractère proprement étatique (Deleuze et Guattari, 1980). Dans la section suivante, nous apportons des éléments de clarification sur l'intérêt de cette intellection du mot d'ordre pour les sciences sociales. Nous introduisons ensuite quelques indications pour décoder le contexte empirique qui nous sert d'illustration : l'« État plateforme » en France. Nous dégageons ensuite une grille de six points de passage pour mener l'enquête sur les mots d'ordre : la provenance de l'autorité du mot d'ordre (nous l'appelons « son ascendant »), les jeux de floutage et d'indétermination de la circulation (« son ambivalence »), l'infrastructure institutionnelle, bureaucratique et professionnelle qui le porte et le sous-tend (« son portage »), les situations d'emprise effective où le pouvoir d'interpellation du mot d'ordre est exercé (« son extension »), la faiblesse et la fragilité de cette emprise (« son épuisement »), et la translation du mot d'ordre vers un registre de description réflexive (« sa décantation »). Nous concluons sur l'opportunité de dégager de ces préconisations une précaution pour l'analyse sociologique de la signification de l'État.

Le mot d'ordre entre interpellation et coquille vide : les pièges de la signification étatique

Dans le sens commun, l'expression de mot d'ordre renvoie à l'idée d'une consigne, d'un commandement, d'une instruction qu'il faudrait suivre. Prise dans un sens plus littéral, elle se réfère à une opération collective de nature militante, voire militaire. On l'emploie aussi, plus rarement, dans le sens de mot de passe, de signe d'allégeance et donc de droit d'accès². Dans un sens davantage figuré (mais la possibilité d'une différence nette entre

2 Voir les usages de l'expression enregistrés dans le *Trésor de la langue française informatisé* (TLFi) : [URL : <http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>].

sens littéral et figuré reste incertaine), le mot d'ordre se comprend aussi usuellement comme une devise ou un slogan, bref, une formule ramassée qui vise à résumer et rendre reconnaissable une orientation et peut revêtir les caractéristiques d'un *buzzword*, c'est-à-dire d'un énoncé dans l'air du temps, mais dans le fond assez creux.

Le mot d'ordre appelle donc à être considéré comme un type d'énoncé, mais un type assez spécial, en ce sens qu'il ne se restreint pas à ce qu'il énonce. Deleuze et Guattari insistent sur le postulat selon lequel tout discours est toujours indirect et prend la forme d'un agencement collectif dans les pages de *Mille Plateaux* qu'ils consacrent à la linguistique et aux « régimes de signes » (Deleuze et Guattari, 1980, p. 95-184). Ils nous enseignent que le mot d'ordre n'est pas un énoncé individuel, mais est systématiquement collectif. Et il est collectif dans un sens essentiellement politique : il oriente ce qui doit être, c'est-à-dire qu'il signale la direction d'une prise de pouvoir. La notion de mot d'ordre leur permet alors de radicaliser une conception du performatif et de construire, contre une linguistique supposant que le sens est une condition intérieure du langage, une théorie sémiotique considérant la réalité hétérogène, évolutive et la multiplicité politique à l'œuvre avec le langage. Ils bâtissent ainsi une théorie sensible aux fractures du sens, à la ductilité et l'évanescence de la signification, mais aussi bel et bien portée sur la puissance du signe ; une théorie dans laquelle la puissance du mot d'ordre est articulée à une capacité de saisie politique. Deleuze et Guattari consacrent, en particulier, plusieurs passages à Lénine, auteur d'un pamphlet intitulé *À propos des mots d'ordre*, en 1917, qui les renvoient directement à la question de l'État. Ils exposent la manière dont Lénine a inventé le « prolétariat » avant qu'il n'existe en tant que corps social, montrant que de cette classe décrétée va s'émanciper une avant-garde, le Parti, qui, en temps voulu, transfère le pouvoir d'État vers le Parti, en élaborant une sorte de sémiotique bolchévique qui met en place un rapport avec des circonstances sociales (Deleuze et Guattari, 1980, p. 105-106)³. La thématique de la puissance étatique du mot d'ordre revient, quelques pages plus loin, avec le recours à la notion d'interpellation, puisée chez Louis Althusser, qui l'utilise pour caractériser la relation entre l'État et la production de subjectivité, soit le pouvoir inhérent à la formalisation du langage, qui crée un « je », un « tu » et un « Dieu », qui se confondent avec l'expérience de la réalité des sujets (Althusser, 1970).

Il existe, donc, pour Deleuze et Guattari, une multiplicité de régimes de signes : c'est-à-dire plusieurs manières d'organiser les rapports de

3 Pour une introduction à l'usage que Deleuze et Guattari font de Lénine dans leur conception du mot d'ordre, voir Lecercle (2012).

signification, plusieurs sémiotiques. Certains régimes seraient plutôt autoritaires, établissant un rapport plus ou moins hiérarchique de référence et un renvoi, d'ordre mystique, despotique ou dogmatique, à un générateur de sens dont le signe serait le réceptacle (régimes sémiotiques d'ordre lacanien ou structuraliste, par exemple). D'autres régimes ébranleraient cette hiérarchie, en ouvrant une voie davantage horizontale, vague, anarchiste et fracturée de la signification (régimes pragmatistes). Rien ne permet d'établir a priori une stricte concordance entre tel ou tel régime de signes et tel ou tel régime d'État. Et rien ne préjuge de quel régime relèvera tel ou tel mot d'ordre. Il pourra parfois correspondre au type de sémiotique verticale que déploie spécifiquement Pierre Legendre dans son analyse des fondements dogmatiques de l'État et sa critique du libéralisme (Legendre, 1988). Mais pas toujours : les catégories de la référence étatique pouvant coïncider aussi avec une rhétorique sans fondement ou avec une idée de signifiant vide telle que reprise, par exemple, par Ernesto Laclau (2014). C'est un débat ouvert et fécond qui, à notre sens, mène vers un cheminement sociologique sur la signification de l'État à partir de la notion de mot d'ordre de Deleuze et Guattari. Le mot d'ordre étatique oscillerait, dans sa prétention à signifier l'État (c'est-à-dire à le décrire et à le produire), entre plusieurs modalités : tantôt plein de référence, voire d'une référence d'autorité, tantôt creuse (« coquille vide »). En ce sens, l'analyse ne pointe pas tant vers une sociologie de l'appareil sémiotique d'État et de sa capacité à recruter des sujets (au sens de l'interpellation d'Althusser) que vers une sociologie de l'État comme référence prise dans le jeu de désignation du mot d'ordre.

L'intérêt du détour par le mot d'ordre de Deleuze et Guattari est d'introduire une précaution sémiotique contre un tropisme des sciences sociales dès lors qu'elles s'interrogent sur l'État et les marqueurs du pouvoir. État providence, stratégie ou nation : ces notions ont su faire oublier si elles avaient été façonnées par une commission, un rapport ou un discours énonçant pour un collectif ce qui était dans l'air du temps, ou si elles étaient une manière qu'a eue la science politique et administrative de qualifier, au-dessus des acteurs de cette commission, de ce rapport ou de ce discours, le modèle d'une configuration politique et administrative avec le genre de réalisme qui est le sien. Pierre Bourdieu l'a exprimé avec force : il y a bien une difficulté particulière à penser l'État, qui est « le risque d'appliquer à l'État une pensée d'État », car « nous sommes pénétrés en quelque sorte par cela même que nous devons étudier » (Bourdieu, 2012, p. 13). Cette idée héritée des *Leçons de sociologie* d'Émile Durkheim peut s'énoncer autrement : « Le problème s'agissant de l'État, c'est que la rupture avec les prénotions n'est pas directement aux prises avec des constructions de sens commun, mais

avec des constructions philosophiques qui fonctionnent comme un instinct moderne, instinct si fort qu'il imprègne continuellement le discours des sciences sociales lui-même » (Karsenti, 2014, p. 46). En replaçant la sémiotique du mot d'ordre et les contours du jeu de désignation au centre de l'attention, nous invitons à un supplément de vigilance dans l'analyse de l'État et la poursuite de l'effort de penser sociologiquement l'État, entrepris par Bourdieu dans une veine sociogénétique (Bourdieu, 2012), ou par la sociologie des épreuves d'État dans une version pragmatiste (Linhardt, 2009 ; Karsenti et Linhardt, 2018). La piste esquissée ici permet d'équiper une brève incursion sur le mot d'ordre et les modalités de signification de l'État, en prenant appui sur le cas de l'État plateforme, qui servira d'illustration.

À partir du récent cas de l'État plateforme

Le terme d'« État plateforme » est apparu dans l'essai *L'âge de la multitude. Entreprendre et gouverner après la révolution numérique*, qui connut un certain succès médiatique en France (Colin et Verdier, 2012). Les auteurs tiraient des conclusions des transformations numériques et, en particulier, des configurations de pouvoir engendrées par la formation d'oligopoles dans l'industrie technologique étasunienne. Les perspectives qu'ils esquisaient en matière de régulation des plateformes les ont menés à formuler, dans le dernier chapitre, ce libellé d'« État plateforme » qui désigne un renversement des rapports administratifs entre l'État et la société politique à l'issue duquel « l'administration ne se percevra plus seulement comme chargée de servir ou de contraindre le citoyen. Elle pourra également envisager de le doter en ressources, de stimuler sa créativité et de relayer ses efforts » (Colin et Verdier, 2012, p. 234-235). L'expression est devenue, dans les mois qui suivirent la nomination, en janvier 2013, de Henri Verdier à la tête d'Etalab – la mission d'ouverture des données publiques rattachée au secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP) – l'un des énoncés les plus distinctifs de l'entreprise modernisatrice que l'on retrouve sur le site gouvernemental cité en exergue. Dès lors, le terme commence sa carrière dans les cours d'action⁴ de la modernisation de l'État et s'éteindra au terme de l'année 2018, avec la réforme de la direction interministérielle du numérique (Dinum), ne trouvant alors plus que des relais disparates dans le paysage administratif, puis dans les arènes médiatiques et académiques.

4 Hérité de l'ethnométhodologie, le terme désigne les gestes, les paroles, les instruments et les dispositifs par lesquels une activité s'accomplit.

Notre exploration du mot d'ordre étatique s'appuie sur une enquête, menée par l'un des deux auteurs, dans le cadre d'une thèse de doctorat, et dont on ne réfère ici que quelques éléments pour tester notre propos (Alauzen, 2019a). Elle portait sur l'activité coordonnée de modernisation de l'État en France telle qu'orchestrée par l'administration de mission dépositaire de ce mandat : le SGMAP d'abord, puis, au fil de l'autonomisation de sa direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (Dinsic), plus spécifiquement dans cette direction, qui deviendra finalement la Dinum. Le terrain ethnographique auprès des agents modernisateurs a été principalement conduit entre octobre 2014 et septembre 2017, puis plus épisodiquement jusqu'en 2021⁵. Il supposait l'enregistrement (lors d'observations de l'activité administrative ordinaire, d'entretiens et dans l'analyse des productions documentaires de ce service) de plusieurs significations de l'expression d'État plateforme, qui conduisait une partie de l'action⁶. Le corpus ethnographique a été complété d'une collecte des publications académiques et communications médiatiques relatives à l'État plateforme en France.

Appréhender le mot d'ordre « État plateforme » dans ce continuum de significations socialement situées a supposé de distinguer la consigne qui préside à une description ou interprétation (puis auto-description et auto-interprétation) de l'État de la coquille vide, l'idée fuyante, temporaire, évanescence, d'un ordre qui ne tient pas. Tenant compte d'une variation entre ces deux pôles mise en lumière par l'enquête, nous suivrons dans les prochaines sections le mot d'ordre étatique dans ses intervalles de signification ; tour à tour ascendant, ambivalence, portage, extension, épuisement et décantation. Ces catégories ne constituent pas une chronologie dont on pourrait tirer une « histoire naturelle » ou des configurations sociohistoriques, mais six points de passage déterminants dans la compréhension du cas, qui ont ouvert pour nous une réflexion plus vaste sur la carrière des mots d'ordre étatiques.

Caractériser l'ascendant

Pour démêler l'autorité du mot d'ordre, la question du récit des origines, c'est-à-dire de la paternité ou de la maternité du mot d'ordre, devient essen-

5 Les trois premières années ont été financées par le SGMAP, dans le cadre d'une convention de recherche avec l'École des mines de Paris.

6 Dans les matériaux qui sous-tendent ce récit, le terme de plateforme se retrouve sous trois graphies : « État plateforme », « État plate-forme », « État-plateforme ». Pour des raisons de lisibilité, nous employons ici la forme la plus courante, sans trait d'union.

tielle. En l'espèce, le mot appartient à Nicolas Colin et Henri Verdier, mais est aussi le fruit d'une « importation d'Amérique ». Le terme d'État plateforme est, comme on l'a lu, né de la publication, en 2012, de l'essai de Colin et Verdier. Colin était alors un énarque en disponibilité, inspecteur des finances devenu entrepreneur ; Verdier, un normalien ayant d'abord fait carrière dans l'industrie des services numériques. *L'âge de la multitude* interprète le succès de l'économie numérique étasunienne comme celui d'une économie dans laquelle les entreprises les plus puissantes et les plus valorisées sont celles qui se sont « alliées » avec des individus « éduqués, équipés et connectés », formant une « multitude » (Colin et Verdier, 2012, p. 11). Par une incorporation de la critique de gauche radicale, ils empruntent le concept de multitude à Michael Hardt et Antonio Negri (2004). Comme le peuple, les masses ou la classe, la multitude esquisse une unité de la représentation politique, entité transnationale rassemblée autour des « communs » ; la seule, selon les auteurs qui s'en font les ventriloques, en mesure de faire advenir des changements politiques et économiques dont la France, qui affleure au fil de leur diagnostic, aurait besoin. Parmi ces changements jugés inéluctables, les auteurs identifient l'avènement d'un État plateforme.

La formule est alors réputée prendre sa source aux États-Unis, vers la fin des années 2000, sous la plume de Tim O'Reilly. Cet entrepreneur et essayiste, connu pour avoir forgé le terme de « *Web 2.0* » (Internet participatif), propose l'expression « *government as a platform* » à la suite de la mise en ligne d'un portail gouvernemental de données ouvertes en mai 2009⁷. Son argumentation a été élaborée par couches successives dans diverses tribunes pour les magazines *Forbes* et *TechCrunch*, puis lors du Gov 2.0 Summit⁸ fin 2009 à Washington D.C. Elle est finalement reprise et déployée dans un article de synthèse publié dans la revue *Innovations* (O'Reilly, 2011). En s'appuyant sur l'exemple de ce portail de services et de données ouvertes du gouvernement fédéral étasunien, prototype de la politique de transparence de l'administration Obama nouvellement en fonction, il appelle de ses vœux une réforme de l'agir politique dans laquelle le gouvernement mettrait en place des infrastructures de services, qui seraient ensuite délivrés par les citoyens eux-mêmes, plutôt que par des agents publics (Birchall, 2015 ; Ruppert, 2015 ; Goëta, 2016). Le « gouvernement 2.0 » se ferait ainsi techniquement « comme une plateforme », dans le sens où il œuvrerait, par l'intermédiaire de données, à la mise en relation d'une offre et d'une demande

7 Voir : [URL : <https://www.data.gov/>].

8 Il s'agit d'une conférence co-organisée par Tim O'Reilly (par le truchement de son entreprise, O'Reilly Media) dans le but de promouvoir l'application de principes de « *Web 2.0* » pour stimuler le changement dans la conduite du gouvernement.

dans la société. Le « *government as a platform* » de O'Reilly actualise ainsi une version technophile et expérimentale de la théorie politique libérale, qu'il relie au dessein des pères fondateurs. Synonyme de « *Government 2.0* » et d'encouragement de la politique de transparence administrative de l'administration Obama, le slogan a gagné en popularité au point d'être adopté dans le programme démocrate pour la réélection d'Obama lors de la campagne présidentielle de 2012 et de s'imposer en mantra de la réinvention de la relation entre le gouvernement et la société civile dont se prévalent les auteurs (Nam, 2012).

Le mot d'ordre est réputé venir de quelque part (ici des États-Unis), et le lieu de son enfantement (de son autorisation) joue dans son autorité. Il y a donc une « référence » dans le jeu du mot d'ordre : une référence qu'il faudrait peut-être écrire avec un « r » majuscule, à la mode lacanienne, comme nous presse Legendre (1988). Le degré de verticalité ou d'horizontalité de cet ascendant est variable. Le cas de l'État plateforme ramène par exemple à une situation paradoxale. *L'âge de la multitude* construit un ascendant philosophique sur lequel s'appuie le caractère révolutionnaire du mot d'ordre : la force du mot d'ordre s'expliquerait par l'autorité de la vision théorique qu'il véhicule. Mais le contenu de cet ascendant, lui, semble plutôt s'aligner avec une philosophie de type horizontaliste (c'est-à-dire essentiellement antihiérarchique) : les concepts philosophiques centraux de l'ouvrage (celui de multitude, en particulier) sont ainsi empruntés à Hardt et Negri (2004), si ce n'est à Deleuze et Guattari (1980).

À retenir pour la grille que nous élaborons ici : une enquête sur le mot d'ordre étatique ne peut échapper à un examen des conditions dans lesquelles celui-ci se charge d'autorité rhétorique, en étant placé dans le sillage d'une référence élevée, d'un ascendant, d'un emblème. De cette marque de naissance dépendra en grande partie le type de régime de signes envisagé et son degré de verticalité. Un État « placé sous le signe de quelque chose » est ainsi un État qui exhibe, par le mot d'ordre, sa composante dogmatique, despotique, mystique ou autoritaire ; à moins qu'il l'exhibe peu, ou mal, et tende ainsi vers l'expression d'une composante anarchiste.

Soupeser l'ambivalence

Vient ensuite le caractère ambivalent du mot d'ordre, c'est-à-dire son ambiguïté, son indétermination que l'enquête se doit de considérer en tant que telle. Son sens peut changer ou se perdre, dans un processus d'importation, d'exportation, de traduction, de circulation ou de manipulation de la réfé-

rence : impureté, inauthenticité, mauvaise interprétation, mais aussi ductilité, opportunités, créativité, possibilités de déplacements sémantiques. C'est aussi, parfois, la modalité sous laquelle on découvre une « coquille vide » : un mot d'ordre qui serait essentiellement creux, décoratif, qui servirait à tout et n'importe quoi, ou plus exactement à rien.

Dans le cas d'espèce, nous savons désormais que le terme d'« État plateforme » renvoie à un substantif insaisissable et nébuleux : la « multitude », cette possibilité de démocratie radicale, à la fois réticulaire et commune (communiste, anarchiste, etc.). Or, les exemples convoqués dans l'essai, puis mis en place dans le cadre de la modernisation de l'État, semblent plutôt consister en la conception d'interfaces administratives à destination des usagers des services publics et d'un souci pour les qualités ergonomiques de ces interfaces (Alauzen, 2019a, 2019b ; Jeannot, 2020 ; Shulz, 2021). Aussi, l'écart entre l'ascendant philosophique et son opérationnalisation administrative ouvre un espace profondément équivoque. Dès la parution de l'ouvrage, la contradiction a été relevée, critiquée et a frayé un espace de débat⁹.

Il faut aussi noter le flottement sémantique qu'introduit la transformation du « *government* » dans le « *government as a platform* » de O'Reilly en « État ». Colin et Verdier évoquent un contraste entre une vision étasunienne plus « immanente » du pouvoir étatique, vu comme « un dispositif équilibrant les différentes forces de la société », et une vision continentale, obsédée par le problème du « souverain », un être « quasiment transcendant, en tout cas surplombant la société » (Colin et Verdier, 2012, p. 232). Il est donc contre-intuitif qu'ils préfèrent « État » pour leur version française du mot d'ordre, alors qu'ils appellent de leurs vœux une « immanence » du pouvoir étatique. Ils suppriment aussi le « *as* » (« comme » dans « le gouvernement comme une plateforme »), qui rend explicite la figure rhétorique, davantage occultée dans le plus assertif « État plateforme », aligné avec une tradition philosophique et juridique d'identification de la « nature » de l'État. Ambivalence profonde de la traduction, donc.

Voici un second ingrédient typique pour le cadre que nous proposons ici : la signification du mot d'ordre se déplace dans le flou. Elle rejoint ainsi

9 Il s'agit de débats qui prennent typiquement la forme d'échanges sur Twitter et de billets de blog. Sur l'indétermination politique du mot d'ordre, voir notamment les échanges polémiques entre les auteurs et Dominique Boullier : [URL : <https://www.internetactu.net/2012/09/07/1%E2%80%99age-de-la-predation/>] (un premier billet de Boullier, intitulé « L'âge de la prédation » et publié en septembre 2012) ; [URL : <http://www.henriverdier.com/2012/09/sciences-po-contre-lage-de-la-multitude.html>] (billet de réaction de Verdier, publié dans son blog personnel) ; [URL : <https://blogs.mediapart.fr/dominique-g-boullier/blog/080912/reponses-aux-reponses-lage-de-la-multitude-vs-lage-de-la-predation>] (réponse de Boullier).

l'une des caractéristiques essentielles d'une sémiotique pragmatiste : celle de penser le processus de désignation comme tendant vers le vague (Chauviré, 1995). L'objet de désignation (l'État) est lointain, tendanciel, étiré dans des chaînes de signes qui se perdent. On est peut-être ici au cœur du problème des signifiants vides et flottants que requiert le travail idéologique propre de la désignation étatique : un travail de « vidage » et de « flottement », pour le dire avec Laclau (2014, voir également Laclau, 1996). L'ambivalence du mot d'ordre étatique ne serait donc pas tant le résultat d'un ratage ou d'une dérive, mais le caractère intrinsèque d'un processus d'énonciation collective.

Estimer le portage

La notion de mot d'ordre, nous l'avons compris à partir de Deleuze et Guattari (1980), requiert une sémiotique des agencements collectifs. Dans sa fonction de conquête du pouvoir, elle implique une traction. S'il est dans l'air du temps, le mot d'ordre ne plane pas, mais est soutenu par des collectifs d'agents porteurs (des soldats, des panneaux, des haut-parleurs, des fonctionnaires, des idéologues, des armes, des cours, des architectures, des réglementations, des ordinateurs) sur lesquels il faut mener l'enquête, car ce sont eux qui codent, décodent et recodent le mot d'ordre. Sous quelles modalités et dans quelle mesure les agents porteurs énoncent-ils le mot d'ordre ?

Le terme de « *government as a platform* » a servi d'armature conceptuelle au livre blanc sur le gouvernement numérique, publié peu après la réélection de Barack Obama¹⁰. Si la formule de O'Reilly a été conservée intacte, l'activation d'une offre et d'une demande par une plateforme technique et la focalisation sur la résolution collective de problèmes publics ont cédé leur place à une approche informationnelle. Une couche infrastructurelle, incluant tous les systèmes et processus d'information (données administratives, sondages, tweets ou articles de presse), permet à l'administration fédérale de veiller, de détecter, de vérifier puis de transmettre des informations fiables aux citoyens qui pourront ensuite accéder à des services personnalisés. Sa diffusion dans les arènes politiques, médiatiques, expertes et administratives a conduit ensuite l'expression au Royaume-Uni, à partir de 2014, dans les coulisses du Government Digital Service (GDS), l'unité administrative de modernisation et de conception de services en ligne, qui a uni sous cette

¹⁰ Voir *Digital Government: Building a 21st Century Platform to Better Serve the American People*, Washington DC, 23 mai 2012, disponible en ligne : [URL: <https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/omb/egov/digital-government/digital-government.html>].

bannière les plateformes de publication de données publiques et de vérification d'identité, et l'a inscrite dans une réflexion conjointe avec le Trésor et le Corporate Management Board of the Civil Service pour améliorer le coût et l'efficacité des services publics¹¹. Le portage est donc réticulaire : il se consolide de proche en proche. Le mot d'ordre se lexicalise dans la littérature transnationale dite grise, c'est-à-dire cherchant à prescrire des règles de bon gouvernement, et dans les administrations, qui, observant leurs politiques de réforme, s'inspirent les unes des autres ; en l'espèce, aussi en France.

En France, le portage de l'État plateforme a été assuré par l'administration responsable de l'activité coordonnée de réforme de l'État, le SGMAR, et en particulier sa déclinaison numérique : la Dinsic. Plus précisément, en 2013, la petite équipe responsable de l'ouverture des données publiques conduite par Verdier, Etalab, puis, dès l'année suivante, la direction interministérielle du système d'information et de communication de l'État (Disic, qui deviendra ensuite la Dinsic) portent officiellement le mot d'ordre dans les réunions interministérielles et la communication publique. C'est en effet le service d'architecture et d'urbanisation des systèmes d'information, au sein de cette direction, qui rédigea un document stratégique sur l'État plateforme et l'identité numérique, justifiant la conception à partir de 2014 du bouton de connexion aux services publics FranceConnect, un dispositif présenté comme la première opérationnalisation de l'État plateforme (Alauzen, 2019b). Le portage éprouve ainsi la possibilité de voir le mot d'ordre se réaliser dans des projets concrets et exemplaires, en même temps qu'il ouvre la question de l'étiquetage (savoir si telle ou telle réalisation concrète relève effectivement de l'État plateforme). Dans le cas de la récente modernisation en France, c'est dans ces modalités de portage que l'État plateforme est devenu le plus aisément observable : une voix collective et impersonnelle, redondance spatialisée d'une règle porteuse d'obligations sociales et conférant une présence corporelle à cet univers sémantique de données et de systèmes interconnectés.

Qui sont les agents porteurs ? Dans le cas d'espèce, ces agents publics sont souvent de jeunes (25-40 ans) contractuels et plus rarement des fonctionnaires, de catégorie A (chefs de projet, chargés de mission, développeurs, ingénieurs, statisticiens, etc.) qui correspondent, à ce moment pivot de leur carrière, aux idéaux de l'entrepreneuriat de réforme d'État qu'exige un tel mot d'ordre ; idéaux véhiculés par l'agencement matériel et sémantique de l'« agilité », des « applications », de l'« innovation », des « post-it », etc. (Alauzen, 2019a). Ils s'illustrent aussi comme croyants, dans

11 Voir le portail centralisé géré par le GDS : [URL : <https://www.gov.uk/>].

la mesure où l'édification de l'État plateforme était devenu pour certains la principale motivation de leur engagement professionnel dans la modernisation de l'État. Cette croyance partagée au sein de la Disic, reliée aux travaux de l'administration d'Obama et du GDS, était par exemple fièrement affichée, à l'été 2015, sur les tee-shirts sérigraphiés pour le hackathon (marathon collaboratif de programmation) « État plateforme et FranceConnect ». Comme le soutient Lilly Irany (2015), si ces événements participent parfois à mettre au point des technologies, ils fabriquent en revanche systématiquement un type de sujet politique véhiculant un modèle de transformation sociale. On retrouve là des mécanismes propres aux phénomènes d'allégeance collective.

Un tel succès du portage dévoile l'ingrédient peut-être le plus sociologique d'une enquête sur le mot d'ordre et la signification de l'État, dans le sens où il exige une caractérisation des profils, des habitudes, des professions et des dispositions des personnes qui participent à la circulation du mot d'ordre. Mais l'investigation sociologique invite aussi à considérer un sens matérialiste du portage : celui qui pense l'agence en termes d'agencements. Le portage est en effet une affaire de dispositifs, d'instruments, de machines et d'équipements (visibles par exemple au cours du hackathon). La notion même d'agencement que Deleuze et Guattari situent au centre de leur proposition serait elle-même inspirée, en partie, par une enquête sur les équipements collectifs (Guattari, 2011)¹². La question des fonctionnaires (ou, plus largement, des agents publics) devient ainsi importante dans une analyse du portage des mots d'ordre d'État, mais des fonctionnaires considérés comme agencement collectif d'énonciation : c'est ainsi que Deleuze et Guattari l'entendent, dans les pages qu'ils consacrent au « devenir fonctionnaire » et à la « science royale d'État » (Deleuze et Guattari, 1980, p. 434-527).

Tracer l'extension

L'extension du mot d'ordre qu'amène mécaniquement le portage se caractérise, également, par sa circulation sous forme de tropes rhétoriques. Métaphore, métonymie ou catachrèse (extension de la signification d'une expression au-delà de son sens propre) servent de véhicules à la visée « hégémonique » du mot d'ordre (Laclau, 2014). C'est un moment de triomphe, d'enracinement supposant une organisation de pouvoir qui fonctionne déjà.

12 Travaux menés au Centre d'études, de recherches et de formation institutionnelles (Cerfi) dans les années 1970 : voir Querrien (2005).

Nous nous situons ici dans la phase (certes rare et fragile) qui correspond le plus directement à son intention, à sa félicité. Il s'agit là d'une phase de territorialisation et déterritorialisation, au sens donné à ces expressions par Deleuze et Guattari (1972, 1980). Nous l'entendons ainsi ici : un agencement collectif d'énonciation stabilisant un périmètre de désignation au sein duquel les choses font sens en des termes propres (territorialisation) ; une fracture visant à ouvrir ce périmètre pour que la désignation change, qu'elle porte sur d'autres choses, et en d'autres termes (déterritorialisation) ; un établissement d'un nouveau périmètre de sécurité sémiotique (reterritorialisation).

Nous avons compris que la vision politique de l'État plateforme ébauchée dans *L'âge de la multitude* (Colin et Verdier, 2012) s'était infiltrée parmi les mots d'ordre de la réforme de l'État, sous l'impulsion de Verdier nommé, quelques mois après la parution, en janvier 2013, à la tête de la mission d'ouverture des données publiques, Etalab, rattachée au SGMAP, puis, en septembre 2015, peu après la parution d'une seconde édition, à la tête de la Dinsic, l'une des deux directions du SGMAP dans laquelle Etalab avait été fondue¹³. Dès lors que le terme commence, avec lui, sa carrière (ou son coup d'État) dans les cours d'action de la modernisation de l'État, le succès du portage le transforme en catachrèse, de sorte que même si *L'âge de la multitude* est explicitement cité par les agents modernisateurs, Colin et Verdier n'en conservent aucun monopole définitionnel. Au fur et à mesure de l'incorporation d'Etalab au SGMAP, l'État plateforme a intégré le lexique des modernisateurs pour décrire et articuler leurs projets (dans le cas de l'identification numérique des usagers des services publics, préalable à la création de services en ligne voir : Alauzen, 2019b). Il cohabitait avec d'autres énoncés dont on trouve encore trace dans la communication institutionnelle (« co-construction avec les usagers », « expérimentation », « simplification », « dites-le-nous une fois », « *innovation by design* », « *design thinking* », « *code is law* », « confiance numérique », « souveraineté numérique »), formant la terminologie du programme de modernisation de l'action publique auquel certains bureaux de l'institution tentaient de donner une consistance propre (Alauzen, 2019a). L'une des spécificités du SGMAP à considérer était la conscience d'une mission de « production de concepts » pour l'État, doublée d'une intelligence de l'ambivalence de ces termes qui circulaient dans et à partir de l'institution.

13 Cette succession rapide de structures et d'acronymes caractéristique des situations de réforme de l'État n'indique-t-elle pas un manque de stabilité, plutôt qu'une organisation du pouvoir qui fonctionnerait déjà ? Certainement : elle témoignerait, à notre sens, des opérations de territorialisation, déterritorialisation et reterritorialisation qu'exige l'extension du mot d'ordre.

La présence d'écarts, malgré le travail de stabilisation conceptuelle, n'a pas empêché que le terme participe à orienter un certain nombre d'activités, à rediriger des ressources, et à circuler vers les autres administrations, façonnant une hégémonie professionnelle (Conseil d'État, 2017 ; Chevallier, 2018 ; Jeannot, 2020). Ainsi, dès lors que l'État plateforme s'est constitué en puissance en extension, il est devenu un présupposé implicite de l'activité modernisatrice et les enjeux de sa condition performative n'étaient plus ni les conflits de sens ni l'existence d'intervalles entre des versions de l'État plateforme (ambivalence). La deuxième édition de *L'âge de la multitude*, en 2015, l'atteste pleinement : le dernier chapitre est enrichi d'ajouts, témoignant de l'imprégnation du travail réformateur et de la dimension collective de l'énonciation.

Le mot d'ordre est aussi venu qualifier des situations assez disparates, voire antérieures à son introduction, et en apparence très éloignées. Pour certains modernisateurs, dont le consultant et maître d'œuvre des « start-ups d'État »¹⁴ Pierre Pezziardi (Pezziardi et Verdier, 2017), ce n'est pas O'Reilly qui aurait inventé l'État plateforme, mais « les ingénieurs de Bercy », bien avant les années 2010¹⁵ ; en référence aux premières « plateformes de services publics », et plus particulièrement à Copernic, une génération de systèmes d'information conçus à la direction générale des impôts (à « Bercy », le ministère de l'Économie et des Finances en France) pour que les contribuables estiment, déclarent puis versent le montant de leurs impôts (Dagiral, 2007 ; Parente, 2012). En marquant ainsi la continuité d'interfaces logicielles et d'intention de se relier aux usagers, ce genre d'interprétations participe à élargir, dans l'espace et dans le temps, la compréhension commune de l'État plateforme, et à opérer, par anachronisme, une habile promotion d'une manière de nommer.

La puissance du mot d'ordre étatique est moins à prendre comme une forme de triomphe ou de succès que comme un mouvement graduel de déterritorialisation et reterritorialisation (Deleuze et Guattari, 1980). L'extension du mot d'ordre correspond ainsi à une capacité à recoder des objets disparates et à assurer ainsi une nouvelle cohérence contextuelle : celle dont l'État a besoin précisément pour signifier. Cette cohérence contextuelle prend typiquement le nom de réforme ou de modernisation, parfois de révolution. Mais la déterritorialisation du mot d'ordre peut aussi provoquer un mouvement d'effritement de la signification.

14 Les start-ups d'État désignent de petites équipes de modernisateurs au service d'un développement logiciel.

15 Rencontres internationales de la gestion publique, « Le code a changé », 6 juin 2018. Disponible en ligne : [URL : <https://www.economie.gouv.fr/igpde-seminaires-conferences/rigp-2018>].

Apercevoir l'épuisement

Il s'agit désormais de distinguer une phase analytique du mot d'ordre vers une assumption du côté du *buzzword*, celle dans laquelle il perd sa traction politique. La transition n'est pas d'ordre chronologique, mais relève d'un processus graduel, marqué par des phases d'accélération dont la brutalité peut surprendre. On reconnaît ce syndrome aux « vagues » et « modes » de mots-clés, aux situations de résistance et à leurs contre-programmes, à l'apparition de tournures moqueuses ou péjoratives et, enfin, à notre puissante capacité d'oubli des mots d'ordre.

Le mot d'ordre ne s'imprime jamais sur une surface lisse, mais rencontre, dès les prémices, des freinages et des résistances. Si, dans certains cas, l'État plateforme a absorbé la trame d'une administration jusqu'à se fondre dans sa logique d'action, dans d'autres situations, les revendications territoriales du mot d'ordre ont été ébréchées, écrasées, vidées. Des conflits de portage, avec des méthodes, des manières de faire et des attitudes quelquefois peu compatibles avec des pratiques et des visions d'un autre ordre ont ainsi pu opposer des groupes professionnels. C'est le cas par exemple de la dispute déclenchée, dès 2014, par le simulateur de droits sociaux en ligne, [URL : <https://mes-aides.gouv.fr>], élaboré par la start-up d'État du même nom, contre l'avis des administrations depositaires du problème d'accès aux droits et des opérateurs des services publics. La construction de ce dispositif technique, devenu en quelques mois très populaire, a attisé un antagonisme portant à la fois sur la transparence de l'interprétation des règles de droit par les agents publics et sur le caractère opposable des écrits administratifs, menant à la disparition de ce qui était pourtant une « vitrine » essentielle de l'effectuation informatisée de l'État plateforme (Alauzen, 2021).

En outre, l'une des spécificités de la modernisation de l'État sous la Cinquième République est d'être, à la fois, une politique publique dont le contenu est intrinsèquement lié au programme présidentiel et, dans le même temps, de se constituer en un espace administratif hautement concurrentiel (Bezes, 2009). Aussi, si une partie de la carrière du mot d'État plateforme peut s'expliquer par l'anticipation des échéances électorales de 2012, puis de 2017 par Verdier (Colin et Verdier, 2012 ; Pezziardi et Verdier, 2017), il convient de relever que, dès l'élection d'Emmanuel Macron, la Dinsic a estompé ses usages du terme. Les plus anciens des modernisateurs se souviennent alors d'épisodes similaires, par exemple à la fin de la révision générale des politiques publiques : blocs-notes massicotés, stylos et autres *goodies* à slogan retirés, mots-clés interdits. De crainte d'être trop fermement attaché à l'héritage

des gouvernements de la présidence de François Hollande, l'État plateforme s'est à son tour effacé de la communication institutionnelle. Avec le départ de Verdier de la Dinsic et l'arrivée d'un nouveau directeur, l'expression « État plateforme » a été quasiment prohibée; puis de fait réattribuée à la personne de Verdier, perdant alors ses propriétés collectives. Plus largement, une crise institutionnelle grondait et des doutes se faisaient entendre parmi les modernisateurs (Jeannot, 2020; Shulz, 2021). Le lexique de l'innovation participative, qui avait alors entouré le programme d'État plateforme, avait à la fois perdu la densité conceptuelle élaborée par les équipes et sa faculté à susciter de l'enthousiasme. Certains développeurs regrettaient que le terme soit proscrit, se demandant si le mot d'ordre « n'aurait pas assez infusé dans les administrations ». Autrement dit, en France, en 2018, le mot d'ordre « État plateforme » s'efface de manière consciente et organisée des cours d'action de la modernisation de l'État¹⁶, mais, surprise de l'enquête de terrain, en se retirant de l'administration qui lui a donné corps, il se déterritorialise.

En effet, et c'est là encore une préconisation à retenir pour mener des enquêtes sur les mots d'ordre et la signification de l'État : les phénomènes de perte de vitesse, d'affaiblissement ou d'épuisement du mot d'ordre peuvent être décodés comme autant de trajectoires de déterritorialisation et reterritorialisation (Deleuze et Guattari, 1980). Une figuration de l'État, même affaiblie, occupe un lieu sémiotique; sa signification ne se perd pas complètement et peut être déplacée par la nostalgie. Le mot d'ordre sert toujours, mais d'une autre manière. Il continue à établir des hiérarchies et des interprétations, dans la mesure où il devient, pour ainsi dire, historique.

Recueillir la décantation

La décantation désigne un stade du mot d'ordre analytiquement « plus avancé », caractérisant une forme de réflexivité des sociétés politiques modernes accompagnées par le regard des sciences sociales (Callegaro, 2015) et participant du « souci de soi de l'État », cette production de savoirs destinés à façonner un État plus rationnel (Bezes, 2009). Suivant les atours dont se pare le souci de soi, peut-être se rend-il également compatible avec une analyse en termes d'appareils d'État ou de « sciences royales » (Deleuze et Guattari, 1980).

16 Le site référé en introduction, toujours en ligne en 2021, n'existe plus en 2022 : [URL : <http://etatplateforme.modernisation.gouv.fr/>]. Les dernières actualités signalées en 2021 dataient de mars 2018 et le compte Twitter du SGMAP qu'il y était suggéré de suivre n'existait déjà plus.

En effet, alors que le terme « État plateforme » disparaissait des cours d'action de la modernisation comme agencement collectif d'énonciation (ou du moins qu'il était devenu infiniment plus discret dans les programmes de la Dinum), des contributions universitaires ont participé de son figement linguistique, lui permettant d'exister nominativement dans l'espace académique. Translation d'un *buzzword* vers l'université : l'acronyme « GaaP » pour « *government as a platform* » était déjà usuel dans la littérature académique spécialisée et l'« État plateforme » a, à son tour, pris la forme d'un syntagme descriptif pour les sciences politiques et administratives francophones. Ainsi, à partir de l'année 2018, il s'est mué en un modèle supplantant celui de l'État stratège (Bezes, 2005), enseigné sur les bancs des universités et intéressant des arènes fréquentées par les agents publics et les universitaires, comme la *Revue française d'administration publique*, éditée par l'École nationale d'administration dont deux membres du comité de rédaction lui consacrèrent des études (Chevallier, 2018 ; Jeannot, 2020)¹⁷. Toujours rattaché au contexte de la réforme de l'État et de l'ouverture des données publiques en France, l'État plateforme s'autonomise alors de la stricte référence à cette réalité sociale, pour soutenir deux types de contributions : celles des situations dans lesquelles se joue une signification de l'État (sa nature, sa substance, son mode d'existence) d'un côté (Chevallier, 2018, p. 636 ; Alauzen, 2019b, p. 216 ; Jeannot, 2020, p. 177), et, de l'autre, celles d'émergence d'un modèle organisationnel (Philippe-Dussine, 2018, p. 139 ; Mazet, 2019 ; Serval, 2020 ; Shulz, 2021, p. 155), qui précipite espoirs et critiques, servant ensuite de point de repère à des discussions médiatiques et des prises de parole expertes.

La transformation du mot d'ordre vers l'espace universitaire porte ainsi la marque de l'appareil d'État, du signifiant vide et d'un concept pragmatique pour l'intensification d'une enquête sociologique sur l'État. Ce sont les dernières ruses de l'instabilité sémantique : il peut être les trois indépendamment, à la fois ou à tour de rôle et ouvre, dans tous les cas, vers d'autres lignes de discussion. Plusieurs voies se présentent alors pour une généralisation de cette dernière case de la grille que nous proposons. L'une peut consister à voir dans la décantation du mot d'ordre étatique le travail propre d'appareils idéologiques d'État (Althusser, 1970). Le passage par la science politique, sociale ou administrative du mot d'ordre correspondrait ainsi au parachèvement d'un mouvement de légitimation. Une autre alternative consiste à y voir plutôt un effet de réflexivité. Ce terme a souvent été employé pour évoquer un mouvement, typiquement moderne

17 Ces pages-ci participent elles-mêmes d'une décantation du mot d'ordre.

ou modernisateur, dans lequel on voit des catégories vernaculaires de la vie sociale distillées (élevées) en formes savantes. La clé consiste pourtant à échapper, avec Deleuze et Guattari (1980), à cette idée, tout à fait moderne, d'une ruse du savoir étatique s'observant lui-même. Parler de décantation du mot d'ordre permet plutôt de relativiser cet effet de transcendance, en contournant les métaphores verticalistes (prendre de la hauteur, s'observer de plus haut) que la connaissance réflexive semble exiger.

En guise d'ouverture

L'État constitue un objet retors pour les sciences sociales. Non seulement du fait du risque, rappelé par Bourdieu, d'appliquer à l'État une pensée d'État (Bourdieu, 2012), mais plus largement en raison de la place occupée par l'État dans les sociétés politiques modernes : celle de mise en forme de la pensée sociale, d'installation d'un « *circulus communicationnel* » (Karsenti 2014 ; Callegaro, 2015). Plusieurs pistes ont été suggérées pour soumettre l'État aux exigences de l'enquête de sciences sociales. Il nous semble que la piste sémiotique élaborée ici vient compléter l'appréhension du problème sociologique de l'État. Une analyse sociologique de l'État se pose, en partie, comme ce qu'on appelle ici une enquête sur la signification de l'État : c'est-à-dire une enquête sur la capacité énonciatrice de l'État, sur ses modalités de production de sens et, dans cette ligne-là, sur sa manière de se référer à lui-même et à ce qui l'entoure. Et la direction signalée, depuis la philosophie, par Deleuze et Guattari (1980) à propos du mot d'ordre étatique facilite la réalisation du cahier des charges. Ce texte visait à opérationnaliser cette conceptualisation, en la rendant apte à l'enquête sociologique.

L'État comme ses sciences opèrent typiquement par mots d'ordre : tantôt endossés, tantôt critiqués, tantôt construits et déconstruits. Plutôt que de les prendre au mot, il s'agit de prêter attention à leurs dérives, à leurs instabilités sémantiques, aux chemins qu'ils frayent. Les points de vigilance sur lesquels nous insistons correspondent à ceux observés lors d'une enquête spécifique, mais nous formulons l'hypothèse qu'ils pourraient constituer des points de passage utiles pour d'autres enquêtes. Des mots d'ordre étatiques fusent partout dans le monde et en différentes langues, avec leurs faisceaux d'espoir et de violence, d'emprise et de méprise. Plutôt que de simplement s'en méfier et de procéder par mise à distance, un regard inspiré de Deleuze et Guattari permettrait d'y prêter attention, pour mieux les prendre à bras-le-corps.

Bibliographie

- ALAUZEN Marie, 2019a, *Plis et replis de l'État plateforme. Enquête sur la modernisation des services publics en France*, thèse de doctorat en sciences, technologies et sociétés, Mines ParisTech, Université PSL.
- 2019b, « L'État plateforme et l'identification numérique des usagers », *Réseaux*, n° 213, p. 211-239.
- 2021, « Splendeurs et misères d'une start-up d'État. Dispute dans la lutte contre le non-recours aux droits sociaux (France, 2013-2020) », *Réseaux*, n° 225, p. 121-150.
- ALTHUSSER Louis, 1970, « Idéologie et appareils idéologiques d'État », *La Pensée*, n° 151, p. 29-35.
- BEZES Philippe, 2009, *Réinventer l'État. Les réformes administratives en France (1962-2008)*, Paris, Presses universitaires de France.
- 2005, « Le modèle de l'« État-stratège » : genèse d'une forme organisationnelle dans l'administration française », *Sociologie du travail*, vol. 47, n° 4, p. 431-450.
- BIRCHALL Clare, 2015, « "Data.gov-in-a-box": Delimiting transparency », *European Journal of Social Theory*, vol. 18, n° 2, p. 185-202.
- BOURDIEU Pierre, 2012, *Sur l'État. Cours au Collège de France (1989-1992)*, Paris, Seuil.
- BRETON Éléonore et PERRIER Gwenaëlle, 2018, « Politique des mots d'ordre réformateurs. Le travail administratif face aux injonctions modernisatrices de l'État », *Politix*, n° 124, p. 7-32.
- CALLEGARO FRANCESCO, 2015, *La science politique des modernes. Durkheim, la sociologie et le projet d'autonomie*, Paris, Economica.
- CHAUVIRÉ Christiane, 1995, *Peirce et la signification. Introduction à la logique du vague*, Paris, Presses universitaires de France.
- CHEVALLIER Jacques, 2018, « Vers l'État plateforme », *Revue française d'administration publique*, n° 167, p. 627-637.
- COLIN Nicolas et VERDIER Henri, 2012, *L'âge de la multitude. Entreprendre et gouverner après la révolution numérique*, Paris, Armand Colin.
- CONSEIL D'ÉTAT, 2017, « Puissance publique et plateformes numériques. Accompagner l'ubérisation », *Études et documents*, n° 68, Paris, La documentation française.
- DAGIRAL Éric, 2007, *La construction socio-technique de l'administration électronique. Les usagers et les usages de l'administration fiscale*, thèse de doctorat en sociologie, Université Paris-Est Marne-la-Vallée.
- DELEUZE Gilles et GUATTARI Félix, 1972, *L'Anti-Œdipe. Capitalisme et schizophrénie*, t. 1, Paris, Minuit.
- 1980, *Mille plateaux. Capitalisme et schizophrénie*, t. 2, Paris, Minuit.
- GOËTA Samuel, 2016, *Instaurer des données, instaurer des publics. Une enquête sociologique dans les coulisses de l'open data*, thèse de doctorat en sociologie, Télécom ParisTech.
- GUATTARI Félix, 2011, *Lignes de fuite. Pour un autre monde de possibles*, La Tour d'Aigues, L'Aube.
- HARDT Michael et NEGRI Antonio, 2004, *Multitude: War and democracy in the age of empire*, New York, Penguin.
- IRANY Lilly, 2015, « Hackathons and the making of entrepreneurial citizenship », *Science, Technology & Human Values*, vol. 40, n° 5, p. 799-824.

- JEANNOT Gilles, 2020, « Vie et mort de l'État plateforme », *Revue française d'administration publique*, n° 173, p. 165-179.
- KARSENTI Bruno, 2014, « Politique de Durkheim. Société, humanité, État », *Scienza & Politica*, vol. 26, n° 51, p. 41-62.
- KARSENTI Bruno et LINHARDT Dominique éd., 2018, *État et société politique, Raisons pratiques*, n° 27, Paris, EHESS.
- LACLAU Ernesto, 1996, « The death and resurrection of the theory of ideology », *Journal of Political Ideologies*, vol. 1, n° 3, p. 201-220.
- 2014, *The Rhetorical Foundations of Society*, Londres, Verso.
- LECERCLE Jean-Jacques, 2012, « Machinations deleuzo-guattariennes », *Actuel Marx*, n° 52, p. 108-120.
- LEGENDE Pierre, 1988, *Le désir politique de Dieu. Étude sur les montages de l'État et du droit*, Paris, Fayard.
- LINHARDT Dominique et MUNIESA Fabian, 2011, « Tenir lieu de politique. Le paradoxe des "politiques d'économisation" », *Politix*, n° 95, p. 7-21.
- LINHARDT Dominique, 2009, « L'État et ses épreuves. Éléments d'une sociologie des agencements étatiques » [en ligne], *Clio@Themis*, vol. 1, [URL : <https://doi.org/10.35562/cliothemis.1978>].
- MAZET Pierre, 2019, « Vers l'État plateforme » [en ligne], *La vie des idées*, [URL : <https://laviedesidees.fr/Vers-l-Etat-plateforme.html>].
- NAM Taewoo, 2012, « Suggesting frameworks of citizen-sourcing via Government 2.0 », *Government Information Quarterly*, vol. 29, n° 1, p. 12-20.
- O'REILLY Tim, 2011, « Government as a platform », *Innovations: Technology, Governance, Globalization*, vol. 6, n° 1, p. 13-40.
- QUERRIEN Anne, 2005, « Le CERFI, l'expérimentation sociale et l'État : témoignage d'une petite main », *L'État à l'épreuve des sciences sociales. La fonction recherche dans les administrations sous la V^e République*, P. Bezes, M. Chauvière, J. Chevallier, N. de Montricher et F. Ocqueteau éd., Paris, La Découverte, p. 72-87.
- PARENTE Laura, 2012, *Copernic : une étude de l'innovation dans la fiscalité française*, thèse de doctorat en sociologie, Université Paris-Est Marne-la-Vallée.
- PEZZIARDI Pierre et VERDIER Henri, 2017, *Des start-ups d'État à l'État plateforme*, Paris, Rapport de la Fondation pour l'innovation politique.
- PHILIPPE-DUSSINE Marie-Pierre, 2018, « État plateforme : vers une nouvelle rationalité des choix publics ? », *Revue internationale de psychosociologie et de gestion des comportements organisationnels*, vol. 24, n° 58, p. 139-154.
- RUPPERT Evelyn, 2015, « Doing the transparent state : open government data as performance indicators », *The World of Indicators: The Making of Governmental Knowledge through Quantification*, R. Rottenburg, S. E. Merry, S.-J. Park et J. Mugler éd., Cambridge, Cambridge University Press, p. 127-150.
- SERVAL Sarah, 2020, « État-plateforme : quand fonctionnaires et usagers deviennent entrepreneurs des services publics » [en ligne], *The Conversation*, [URL : <https://theconversation.com/etat-plateforme-quand-fonctionnaires-et-usagers-deviennent-entrepreneurs-des-services-publics-142189>].
- SHULZ Sébastien, 2021, « De l'adoption au rejet d'un commun numérique pour transformer la frontière entre État et citoyens. La trajectoire de la Base Adresse Nationale entre contribution citoyenne, autogouvernement et État-plateforme », *Réseaux*, n° 225, p. 151-186.